

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Réduire l'effet de h

LE spectacle d'une foire d'empoigne qui s'offre aux yeux dès 16 heures dans les rues de Libreville où la pression et la tension sont perceptibles augure des difficultés que les autorités doivent intégrer pour l'efficacité dans les schémas de lutte contre la Covid-19.

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

DEPUIS le 15 février 2021 (plus que le samedi d'avant, date de l'entrée en vigueur de nouvelles mesures liées au Covid-19), c'est à une sorte d'hystérie collective que l'on assiste dans les rues du Grand Libreville. Notamment aux heures de sortie des bureaux ou des cours (pour les élèves).

Si le phénomène n'est pas nouveau – on a vécu le même phénomène en mi-mars 2020 avec l'instauration du couvre-feu aux mêmes heures – cette fois semble d'un cran au-dessus. Déjà, la pression commence à monter sérieusement dès 16 heures quand les plus prudents tentent de regagner leurs domiciles pour ne pas avoir à vivre les gros embouteillages qui commenceront une heure plus tard. Puisqu'ils sont nombreux à vouloir anticiper à partir de 16 heures, la surprise est grande de constater l'ampleur des grappes humaines sur les trottoirs attendant un hypothétique moyen de transport. Et au fil des minutes, ce sont les foules qui s'agglutinent avec l'espoir de devoir s'embarquer dans un taxi ou clando devenu de vrais adjouvants devant l'insuffisance des moyens conventionnels. Qui peut, dans ce contexte d'incertitude, oser rechigner devant ces offres qui se présentent comme la manne

Réalistes, les taximen de Libreville refusent de desservir à partir de 17 heures les communes d'Owendo et d'Akanda parce que ces parcours, caractérisés par d'interminables embouteillages, ne leur garantissent pas un retour chez eux avant l'échéance fatidique de 18 heures.

qui tombe du ciel ?

À 17 heures, la situation devient indescriptible sur les grands axes et intersections de Libreville et ses environs, d'autant plus qu'à mesure qu'approche l'heure du couvre-feu (soit 18 heures), certaines distances et zones ne peuvent être couvertes par les transporteurs urbains. Réalistes, les taximen de Libreville refusent de desservir à partir de 17 heures les communes d'Owendo et d'Akanda parce que ces parcours, caractérisés par d'interminables embouteillages, ne leur garantissent pas un retour chez eux avant l'échéance fatidique de 18 heures. Et sur les trottoirs, les crises de nerfs sont palpables. De nombreux usagers ne sachant comment sortir de ce " borborygme ". Les jurons fusent.

Pendant ce temps, devant la difficulté de disposer d'un taxi, certains s'engagent dans de longues marches, souvent en groupes. La proximité de l'heure du couvre-feu se traduit logiquement par la rareté des taxis, voire des clandos, qui redoutent les tracasseries policières dès l'arrêt de toutes activités.

Lieu de convergence de plusieurs axes routiers, le carrefour Rio est encore bondé de monde alors que dans une demi-heure plus personne, en dehors des agents de service et les professions dites " essentielles ", ne sont en mouvement dans le Grand Libreville. Désarmés, ils ne savent à quel saint se vouer. Certains résident à Ntoum, Bambouchine, et les bus de transport ont disparu, pour faire place à des particuliers téméraires qui acceptent de jouer les " apôtres du salut ". Il en est de Rio comme des échangeurs de Nzeng-Ayong, des Charbonnages et de IAI, que de foules qui attendent ! En ces moments où la règle est à l'observation stricte des mesures barrières, c'est le déni total. Les moindres véhicules

utilitaires (pick-up) sont pris d'assaut par des dizaines de personnes dans une pagaille indescriptible où hommes et femmes jouent des muscles pour s'embarquer. " Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas réaménagé les horaires de travail en les faisant remonter à 14 heures ? ", ce qui offrirait une marge de manœuvre assez conséquente aux travailleurs (lire ci-contre).

Il reste que le tableau actuel, avec ses pressions et tensions, permet d'éviter le confinement total, qui était l'alternative aux décisions annoncées par le gouvernement vendredi dernier. Un tour de vis redouté par tous, en ce qu'il poserait des problèmes quasi insolubles. À la situation actuelle qui autorise déplacements d'un grand nombre de personnes et activités diverses succéderait en effet un Grand Libreville sous cloche synonyme de (quasi) paralysie dans bien des secteurs.

C'est tout l'enjeu des deux trois prochaines semaines. Les délais nécessaires pour juger de l'efficacité des mesures adoptées.



Photo: Wilfried MBINAH/L'Union

La foule attendant les taxis dans les rues de Libreville dès 16 heures,

MESURES À PALABRES

- L'accès au restaurant et café conditionné par la présentation du test Covid-19 négatif.
- L'accès aux lieux de culte conditionné par la présentation du test Covid-19 négatif.
- Test négatif pour le personnel des boulangeries et salons de thé.
- Les rassemblements limités à 30 personnes.

Coût du test PCR
5 000 fcfa grand public au bout de 3 jours
20 000 fcfa VIP au bout d'un jour

Test valable 7 (sept) jours

Source: Copil

© D. Maixant MOUSSAVOU

o u l e



comme au mois de mars 2020.

La pilule passe mal



Photo: Wilfried MBINAH/L'Union

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

FACE aux nouvelles restrictions imposées par le gouvernement le week-end écoulé, une sensation d'amertume semble avoir gagné la population. Autant vis-à-vis des mesures concernant l'obligation des tests négatifs à l'entrée des restaurants et autres administrations publiques, qu'en raison de celles relatives à la centralisation du dépistage au laboratoire Gahouma.

En effet, si les premières mesures semblent se justifier par la volonté du gouvernement de circonscrire la pandémie dans ce qui pourrait devenir de véritables clusters, il n'en demeure pas moins que celle-ci tend à freiner de façon drastique la fréquence habituelle des clients vers les restaurants. À cet effet, et devant le besoin pressant de relance économique auquel sont attachées les autorités, les popu-

lations perçoivent d'un mauvais œil ce qui semble être insidieusement un nouveau coup dur pour l'activité, en plus des heures déjà revues.

"On se demande ce qui va se passer demain, si même pour aller manger il faut payer doublement (en plus des 5 000 francs du test). Cela revient donc à dire qu'on ne doit plus aller aux restaurants", fait remarquer un habitué de ces établissements.

Quant aux tests, alors que la charge des dépistages lors de la première vague du nouveau coronavirus était confiée à l'ensemble des structures sanitaires, dont les dispensaires des zones éloignées, ce n'est désormais plus le cas. Chose qui interroge au vu des attroupements grandissants devant et à l'intérieur du laboratoire Gahouma. Sans compter les risques de contamination qu'il pourrait engendrer sachant qu'il faudra désormais faire avec le variant britannique.

Délais de retour chez soi : trop courts ?



Photo: DR/L'Union

L.R.A.
Libreville/Gabon

EN mars 2020, lorsqu'un unique cas (le premier) de Covid-19 a imposé de tout arrêter, il y avait l'avantage que les écoles aussi avaient été mises à l'arrêt. Seuls les travailleurs devaient retourner dans leur famille. Que le couvre-feu ait été à 18 heures n'avait pas été un réel souci. Aujourd'hui, il faut concilier mesures de lutte contre le coronavirus et éducation.

C'est donc dans ce contexte que la 2e vague du virus à corona s'est imposé à tous. Si l'on n'en maîtrise pas encore les contours, on semble apprendre à vivre avec, d'où

la poursuite des enseignements. D'autant qu'il a été démontré que la maladie ne ciblait presque pas les jeunes. Sauf que les conséquences sont là : une surpopulation de personnes qui doivent rentrer chez elles avant le coucher du soleil. Toutes choses qui entraînent, sur les routes, des embouteillages monstres.

Lundi par exemple, chose rare que l'on est plus habitué à voir dans la commune d'Akanda, le bouchon partait de l'échangeur de Nzeng-Ayong à Gabon Télévision, sur le boulevard Triomphal. De mémoire de Gabonais, jamais un embouteillage n'avait été aussi kilométrique sur cet axe. À l'épreuve des faits, il devient absolument, mais alors

impossible, de respecter un couvre-feu fixé à 18 heures. L'évidence attestant que cette heure-là ne laisse que très peu de temps, et c'est un doux euphémisme, aux Librevillois pour regagner leurs domiciles.

Ne pourrait-on pas, au regard de cette réalité, revenir à un couvre-feu à 20 heures et pourquoi pas à 22 heures. À défaut de réajuster les horaires de fin de travail en les ramenant à 14 heures par exemple. Ce qui imposerait, il est vrai, une autre gymnastique : remodeler les emplois du temps des écoles, une autre acrobatie.

Il faut donc peut-être à l'État revoir ses positions surtout lorsque ce qui semblait la solution crée plus de problèmes qu'il n'en résout.